

15 mai 2013 - n° 19

Lettre éditée  
par la cellule Veille et Riposte  
du Parti socialiste



## Édito



### Demandez le programme...

On ne prête pas assez attention aux propositions qu'égrènent, de temps à autre, les dirigeants de l'UMP. Il est vrai qu'ils donnent aujourd'hui la priorité, non pas à la critique - c'est le rôle d'une opposition - mais à une volonté de déstabilisation du gouvernement. Cela tient, certes, aux divisions internes de l'UMP, où règne la surenchère, pour capter le soutien des militants. La polémique menée contre la justice (150 députés UMP soutiennent Henri Guaino qui est poursuivi pour un délit de diffamation !) montre aussi un certain affolement face aux affaires qui cernent l'ancien Président et son homme de confiance, Claude Guéant. Mais il y a, et peut-être surtout, la poursuite d'une politique, celle mise en œuvre par Nicolas Sarkozy, dans les derniers temps de son quinquennat, de radicalisation volontaire des oppositions dans la société française pour créer des passerelles électorales avec le Front national.

Tout cela est spectaculaire et fait souvent oublier ce que propose l'UMP. Or, il n'est question - et il suffit de parcourir *Le Figaro* pour le constater - que de dénoncer « l'assistanat », emportant au passage le RSA mis en place pourtant par cette même droite, du rétablissement d'une fiscalité favorable aux catégories sociales les plus riches, de porter l'âge de la retraite à 65 ans, voire 67 ans, d'aller vers plus de flexibilité sur le marché du travail, malgré l'accord signé entre les partenaires sociaux, d'une remise en cause des services publics, etc... Et tout cela, au nom d'une compétitivité de l'économie perdue (perdue d'ailleurs par qui ? Le décrochage des dix dernières années, sous les gouvernements de droite, a été redoutable !).

Les socialistes n'ont jamais nié les problèmes. La priorité a été donnée au redressement du pays dès la campagne électorale du printemps dernier. Mais nous ne pensons pas qu'une politique de compétitivité passe par l'abaissement de tous les acquis sociaux. Les pays qui réussissent le plus en Europe ont maintenu l'essentiel de l'État social. Ils ne considèrent pas que des hausses de salaires soient contradictoires avec l'adaptation des entreprises pour faire évoluer leurs productions. La cohésion sociale et le dialogue permanent, sont, en fait, des facteurs essentiels de la compétitivité d'un pays - comme le souligne le récent rapport de Louis Gallois. C'est ce que veut faire le Président et son gouvernement, dans une situation difficile : construire des équilibres positifs dans notre société. Nous n'avons pas la même conception que l'UMP des politiques à mener. Nous savons que, dans une période de crise, il faut construire des compromis entre les intérêts en présence qu'il convient de rassembler pour réunir toutes les forces du pays. Nous ne pensons pas pour autant que le modèle libéral - qui a montré ses défaillances, et quelles défaillances en 2008 ! - soit une solution. Or, l'UMP n'a rien d'autre à proposer. Demandons donc leur programme...

Alain BERGOUNIOUX

# L'UMP : du déni démocratique au chemin escarpé des « primaires »

Le double échec de l'UMP du 6 mai et du 17 juin 2012, vient de loin. Il intervient au terme d'une longue série de déconvenues électorales, à l'occasion des scrutins municipaux de 2008, régionaux de 2010, cantonaux et sénatoriaux de 2011. Il traduit l'incompréhension d'une politique et d'une méthode progressivement rejetées par le pays.

La défaite du candidat de l'UMP à l'élection présidentielle se mesure par un écart supérieur à un million de voix ; c'est un écart important pour le président sortant. L'insuccès de l'UMP aux élections législatives paraît encore plus considérable, avec la perte de plus de cent sièges et un affaissement dans de nombreux départements à dominante urbaine. Ainsi, une façon de gouverner a été sanctionnée.

*L'UMP refuse d'engager l'inventaire des raisons de son échec. Elle reste dans le déni du verdict du suffrage universel. Elle tend même à tenter un procès en illégitimité, comme si la gauche était revenue au pouvoir « par effraction ».*

**Fuite en avant.** Des pistes de sortie de crise s'offrent à cette formation de droite, mais celle-ci ne semble manifestement pas prête à les saisir ni à les explorer, car elle n'a pas vraiment admis le verdict du 6 mai 2012.

L'UMP, toutes sensibilités confondues, refuse d'engager l'inventaire des raisons de son échec. Elle reste dans le déni du verdict du suffrage universel. Elle tend même à tenter un procès en illégitimité, comme si la gauche était revenue

au pouvoir « *par effraction* » pour reprendre l'une de ses formules favorites.

Elle développe, simultanément, une forme de fuite en avant sur des thèmes économiques ultralibéraux, comme s'il ne s'était rien passé au printemps 2012. Elle demande ainsi aux salariés de travailler 39 heures par semaine, payées 35, oubliant au passage le sens du slogan « *Travailler plus pour gagner plus* », pour lui substituer celui de « *Travailler plus pour gagner moins* ».

Elle préconise, à l'intention des citoyens, de réduire les dépenses publiques de 130 milliards en cinq ans, au risque d'écorner certains services publics, de diminuer le volume des commandes publiques et, avec elles, l'activité économique.

Elle réitère, à l'adresse des ménages et des consommateurs, une augmentation brutale et immédiate d'au moins trois points du taux de TVA, soit 33 milliards d'euros de ponctions supplémentaires sur la consommation.

Elle recommande doctement, la marche forcée vers la retraite à 65 ans, alors que les réformes Fillon de 2003 et 2010 ont conduit à l'injustice sociale et à l'impasse financière - près de 20 milliards de déficit des régimes de retraite, à échéance 2020.

**Opacité et dérive.** À cette fuite en avant qui se traduirait à coup sûr si elle venait à être appliquée, par une austérité sévère vite insoutenable, s'ajoute une absence récurrente de clarté sur le système d'alliance pour reconquérir, puis exercer le pouvoir. L'UMP reste plus que jamais dans le non-dit et l'implicite de la campagne électorale présidentielle perdue. La stratégie dite de l'assèchement du terreau de l'extrême-droite, à travers non seulement des dérapages verbaux, mais surtout des affirmations « *identitaires* », à l'œuvre depuis le discours de Grenoble du 30 juillet 2010, demeure plus que jamais d'actualité.

Cette stratégie se développe à la faveur de dis-

cours de plus en plus « *discriminants* », de sollicitations de réflexes « *identitaires* », d'ambiguïtés savamment distillées, à l'instar du « *ni-ni* » proclamé par la direction de l'UMP lors du second tour de l'élection législative du 17 juin 2012 : un tournant au regard de la version chiraquienne pour l'extrême-droite et ses préjugés.

Cette tendance s'exprime aussi par des rapprochements avec certains mouvements ultras, lors de manifestations souvent violentes contre le « mariage pour tous », proposition pourtant ratifiée par les Français, en mai et juin 2012.

Cette dérive éloigne l'UMP des principes républicains fondamentaux et la déportent vers des réflexes factieux et des connivences troubles dont Henri Guaino devient l'un des instigateurs les plus coutumiers. L'opposition entre « *pays légal et pays réel* » devient la référence rémanente des déclarations de l'ex-plume de Nicolas Sarkozy.

**Porosité.** L'axe du discours de l'UMP repose désormais sur l'idée que la maîtrise de l'influence électorale du FN dépendrait finalement de l'adoption délibérée de l'essentiel de ses thèmes, à l'exception notable de la question de la sortie de l'euro. Ce calcul s'est pourtant avéré faux pour remporter un scrutin électoral majeur. Il n'est pas sûr non plus, qu'il lui permette de résister à l'attraction idéologique du FN, surtout depuis que ce dernier enfourche résolument un discours économique et social, d'inspiration anti-libérale, contrairement à la culture poujadiste véhiculée depuis plusieurs décennies par Jean-Marie Le Pen.

Par ailleurs, l'UMP ne propose aucune solution crédible pour sortir et dépasser la crise qu'elle a elle-même largement contribué à générer au terme de dix années de gestion qui se sont traduites par le doublement de la dette, la perte de 750 000 emplois industriels, et un déficit extérieur annuel égal à 3,5 points de PIB.

Les déclarations des dirigeants de l'UMP renforcent une opposition à la fois stérile et systématique aux choix énoncés par l'exécutif, qu'il s'agisse des questions sociales, sociétales, économiques ou éducatives. À l'exception du jugement porté à l'intervention militaire au Mali, l'essentiel se résume à une critique ultralibérale et d'inspiration dérégulatrice, comme si la

crise financière de l'automne 2008 n'avait jamais eu lieu. Comme si l'échec électoral du printemps 2012 n'était qu'un accident, un contretemps fâcheux, une parenthèse à oublier. Comme si, surtout, le déni l'avait définitivement emporté sur l'appel au constat et l'appétence à une analyse rationnelle.

Sur un plan plus organisationnel, le congrès de novembre 2012, catastrophique sur le terrain politique et médiatique, a montré l'étendue des faiblesses d'une formation politique, construite au lendemain du scrutin présidentiel de 2002, et conquise presque par surprise par Nicolas Sarkozy au beau milieu du quinquennat de Jacques Chirac, profitant des déboires judiciaires d'Alain Juppé, « *le meilleur d'entre nous* ».

Cet épisode du congrès de novembre dernier a confirmé l'inaptitude récurrente de l'UMP à l'exercice de la démocratie interne, son incapacité collective à maîtriser les débats, les confrontations d'idées et d'ambitions. Les éclats de Jean-François Copé à propos du « *pain au chocolat* » ou du « *racisme anti-blanc* », la stigmatisation des chômeurs et des plus démunis dans un grand nombre de motions, ont révélé sans précaution, la férocité des enjeux de pouvoir en même temps que l'ampleur de la perte de repères d'une organisation, d'une famille politique qui pendant des décennies, s'était référée exclusivement, jusque dans ses intitulés successifs, au double principe de la République et du Rassemblement.

*L'absence de leadership représente un fait incontournable et durable. Cette donnée heurte gravement la culture traditionnelle de ce parti, fondée sur l'adhésion et le respect souvent inconditionnel du « chef ».*

**Absence de leadership.** La scission parlementaire, conjoncturelle, à l'initiative de François Fillon, pourfendant les tricheries et mensonges du Secrétaire général sortant, à la télévision et

devant les grands médias nationaux et internationaux, en dit long sur l'acuité des haines, et le degré des malentendus.

L'absence de leadership représente un fait incontestable et durable. Cette donnée heurte gravement la culture traditionnelle de ce parti, fondée sur l'adhésion et le respect souvent inconditionnel du « chef ».

Ce congrès, et les palinodies qui l'ont accompagnées et suivies, marquent une capacité surprenante à conjuguer, impuissance manifeste, déchaînement des haines personnelles, immaturité collective, sur fond de tricheries avérées et de « coups de bluff » mal ajustés.

De surcroît, l'UMP vit sur des schémas politiques, très décalés au regard des attentes de la société française, de ses aspirations à une profonde rénovation démocratique.

*Tout indique aujourd'hui, que l'UMP peine à incarner une alternative crédible, se réfugiant dans une opposition, à la fois malveillante, et sans repères, autres que des surenchères sans issue pour elle, avec l'extrême-droite.*

La droite française, comme elle l'a crûment exprimé pendant la campagne présidentielle, et plus encore au cours de « l'entre-deux tours », refuse la méthode de la négociation, la légitimité des corps intermédiaires, des syndicats, du tissu associatif, d'une démocratie plus participative.

Elle affiche, quotidiennement, sa défiance vis-à-vis du Parlement. Des députés UMP n'hésitent pas, en plein débat parlementaire, à vociférer contre le « mariage pour tous » aux côtés des tenants d'un anti parlementarisme traditionnel et viscéral. Nous ne sommes plus très loin, avec Henri Guaino ou Christian Jacob, du « tous pourris » qui a toujours alimenté, sous toutes les latitudes, et à toutes les époques, la tentation du recours aux menées factieuses et liberticides.

Elle exprime aussi un rejet troublant de toute aspiration pourtant bien réelle, dans notre pays, à l'égalité des droits et des chances. À telle enseigne, qu'elle se permet de justifier implicitement le comportement d'exilés fiscaux, qui préfèrent manifestement leurs intérêts privés au redressement des comptes publics, leur confort personnel, à la justice fiscale. Cette attitude paraît d'autant plus inélégante, que la gestion des dix années écoulées a été marquée par une succession de renoncements, confinant au clientélisme fiscal, conduisant à un endettement public de l'ordre de 1 800 milliards.

**Manque de crédibilité.** La direction de l'UMP réitère, autant que de besoin, sa défiance instinctive vis-à-vis de l'autorité judiciaire. Ses déclarations menaçantes à l'encontre des juges d'instruction, à l'occasion de l'affaire Bettencourt ou de l'Affaire Guéant, inquiètent. Sa frilosité, à l'égard de l'idée même de transparence ou de moralisation de la vie politique et économique, consacre une conception décalée, voire rétrograde de l'action publique, certains responsables, comme Henri Guaino, envisageant même d'abandonner leur mandat parlementaire, pour ne pas avoir à fournir d'informations, sur ce qui relève d'abord de la vie publique, lorsque l'on prétend solliciter les suffrages et la confiance de ses concitoyens.

Tout indique aujourd'hui, que l'UMP peine à incarner une alternative crédible, se réfugiant dans une opposition, à la fois malveillante, et sans repères, autres que des surenchères sans issue pour elle, avec l'extrême-droite. D'autant qu'elle continue de prendre ses distances avec des principes aussi émancipateurs, que la séparation des pouvoirs et des autorités, l'État de droit, la transparence de la vie publique comme contrepartie de sa légitimité et de sa noblesse. La formation dominante de la droite subit les conséquences durables des contradictions de ses principaux responsables, et des inimitiés personnelles qui en résultent.

L'opposition entre François Fillon et Jean-François Copé est celle de deux clans irréconciliables, mêlant choc d'ambitions individuelles, contradictions de formes, et raisons de fond. L'incompatibilité entre Nicolas Sarkozy, candidat défait à l'élection présidentielle, et François Fillon, ex « collaborateur » du premier, désormais délié de toute présence, de toute préve-

nance, apparaît comme un fait majeur de la vie politique à droite. Cette double confrontation - d'aucuns évoqueraient cette double méprise - risquent de déterminer les conditions du débat à droite, d'ici à la prochaine grande échéance, l'organisation de « primaires » - ouvertes ou semi-ouvertes - par l'UMP dans la perspective des prochaines élections présidentielles. Cette consultation pourrait avoir lieu, courant 2016 ; une évolution statutaire est d'ores et déjà engagée, à cet effet.

**Nécessaire clarification.** Cette démarche ne sera pas aisée pour un parti politique, plus habitué à suivre ou à accompagner l'élan d'un chef incontesté, Jacques Chirac, pendant plus de 25 ans, Nicolas Sarkozy, plus récemment.

Il lui faudra d'abord, remiser tous les arguments polémiques adressés au Parti socialiste, tout au long de l'année 2011, quand celui-ci s'est clairement engagé dans une innovation démocratique. Il s'agira, pour lui, ensuite, d'affronter, sans biaiser, le débat sur les alliances. En clair, le Front national représente-t-il, aux yeux de l'UMP, un simple obstacle à la victoire de la droite, ou bien une formation politique extérieure à l'arc républicain, à ce qui fonde le « vivre ensemble » de la société française ? Il conviendra également, à droite, de préciser la place de Nicolas Sarkozy, et donc celle de son bilan, à la veille de la double échéance suprême que représentent les élections présidentielles et législatives de 2017. A l'occasion de ces « primaires », l'ancien Chef de l'Etat apparaîtra-t-il, comme un candidat naturel, ou comme un concurrent potentiel, parmi d'autres, comme l'a nettement affirmé son ancien Premier ministre ?

La méthode de consultation, et les conditions d'expression et de respect du vote peuvent, par ailleurs, susciter de vrais problèmes, et de profonds malentendus, au sein d'une formation, organisée de manière centralisée et verticale, avec des habitudes de fonctionnement et d'investitures plus proches de la nomination, que de l'élection dans un cadre pluraliste, ouvert, transparent.

**Florilège.** L'UMP devra aussi, à cette occasion, et au-delà du dépassement d'enjeux de pouvoir autrement plus décisifs que lors de son congrès cacophonique de novembre 2012, préciser son programme, et notamment les mesures qu'elle compterait prendre, en cas de succès en 2017, pour revenir éventuellement sur des réformes posées par la gauche. Le florilège des déclarations formu-

lées sur de nombreux thèmes depuis onze mois, permet de mieux cerner l'ampleur de la tâche. Les contradictions internes, apparues à propos de son attitude, en cas d'éventuel retour au pouvoir, quant au « mariage pour tous », « au bouclier fiscal », « à la réduction du temps de travail » ou « à la transparence et la moralisation de la vie publique » risquent de s'avérer difficiles à trancher. D'autant que l'ensemble sera dénoncé sous la pression constante et virulente d'une extrême-droite, convaincue de son ascendant idéologique sur une formation politique, qui a aboli bien des tabous et abaissé beaucoup de digues, depuis les deux dernières années du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

*Depuis un an, faute de repères et de leader, faute de mémoire aussi, celle de l'origine même de son courant de pensée, de Charles de Gaulle à Philippe Seguin, d'André Malraux, à Robert Boulin, l'UMP n'incarne plus qu'un parti, privé de gouvernement et refusant d'en tirer les conséquences.*

L'UMP a été le parti du gouvernement pendant dix ans, disposant de l'Elysée, de Matignon, et de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Depuis un an, faute de repères et de leader, faute de mémoire aussi, celle de l'origine même de son courant de pensée, de Charles de Gaulle à Philippe Seguin, d'André Malraux, à Robert Boulin, elle n'incarne plus qu'un parti, privé de gouvernement et refusant d'en tirer les conséquences. Alors qu'elle pourrait s'inscrire dans l'alternative, elle reste figée, crispée, dans la nostalgie de son passé immédiat.

« La droite doit cesser une bonne fois pour toute de jouer avec le feu ! »



**Caroline Fourest** est essayiste et rédactrice en chef de la revue ProChoix. Militante féministe, elle est également engagée sur les thèmes de l'égalité, de la laïcité et des droits de l'homme. Son dernier livre, *Quand la gauche a du courage*, a été publié, en 2012, aux éditions Grasset et Fasquelle.

**Que vous inspirent les événements survenus dans le cadre des manifestations et actions coup de poing des anti-mariages pour tous ?**

Cette mobilisation ne pouvait que libérer de vieux démons, dans la mesure où l'objectif était de légitimer le maintien des discriminations. Sans compter qu'elle a été organisée par l'Association familiale catholique (AFC) qui s'est érigée, dans le passé, contre le PACS, en lien avec l'Alliance Vita, une association de lobbying anti-avortement, pilotée par Christine Boutin et Tugdual Derville. Le climat est cependant plus tendu, aujourd'hui, que par le passé, même si je suis convaincue que l'homophobie a profondément reculé dans le pays, au-delà des événements qui sont survenus ces dernières semaines. Ces débordements et ces violences n'en révèlent pas moins une poussée inquiétante de l'extrême-droite, en France.

**Comment expliquez-vous la radicalisation du mouvement ?**

Si CIVITAS et la Manif pour tous sont partis en ordres dispersés, leurs services d'ordre respectifs n'en étaient pas moins composés de gros bras portant tous les attirails du GUD. Et Laurence Tcheng, qui est considérée comme la porte-parole la plus « présentable » de la Manif pour tous, a noué des contacts avec CIVITAS, jugeant même que les deux organisations se livraient à des causes communes. Elle a d'ailleurs comparé les homosexuels à des enfants.

Quant à Frigide Barjot, elle ne vient pas, contrairement à ce qui a été dit, de l'univers des night-clubs, mais de l'ultra-droite. Elle a même été mariée à Basile de Kock, par l'Abbé de Nantes, fondateur de la Contre-réforme catholique, et sur lequel il y aurait beaucoup à dire en terme de moralité, dans ses rapports avec les enfants. Rappelons, pour mémoire, que les deux époux ont fréquenté les soirées organisées par la famille Le Pen, à l'hôtel Montretout de Saint-Cloud, dans les années 1990. Et, que depuis lors, les liens ont perduré. La pré-

sence de Gilbert Collard à la manifestation du 21 avril n'était à cet égard pas fortuite. Et, il s'en est fallu de peu pour que Jean-François Copé se joigne au cortège.

### **Cette bataille ne se joue-t-elle pas sur le terrain des valeurs ?**

Oui. La réalité, c'est que la droite n'a toujours pas de leader et qu'elle n'a pas fixé de cap idéologique depuis la présidentielle. Laquelle a d'ailleurs été un sommet en terme de radicalité. La ligne « Buisson » est toujours sur la table. Or, elle mène à une droite maurrassienne, dans la plus pure tradition de l'extrême-droite.

Qu'on ne se méprenne pas. Cette idéologie a toujours pris au sein de l'UMP et de son courant le plus radical, La Droite forte, dont le porte-parole, Guillaume Peltier, a été le leader, en 1998, des Jeunesses Action chrétienté, un groupe d'intégristes anti-avortement, opposé au PACS. Il est ensuite passé par l'Ichtus, l'Institut de la cité catholique, qui prêche le rétablissement de la théocratie chrétienne, avant de militer au Front national et de rejoindre Philippe de Villiers. Ajoutons qu'il ne s'est découvert laïc que face à l'Islam, et qu'il officie, aujourd'hui, au sein de l'UMP, où il affirme haut et fort que la droite abrogera la loi sur le mariage pour tous, dès qu'elle reviendra au pouvoir. Ce qui est évidemment une posture et une promesse à laquelle personne ne croit, mais qui n'en est pas moins révélatrice des changements intervenus depuis 1998 au sein de cette famille politique. Il y a donc bien eu une dérive du bloc de droite, au point que Marine Le Pen a pu paraître plus moderne que l'UMP, sur ce débat. Ce qui est inquiétant.

### **En novembre et en mars, vous avez été prise pour cible par des groupuscules identifiés à l'ultra-droite. Avec le recul, comment analysez-vous ces événements ?**

Le 18 novembre, les Jeunesses nationalistes et CIVITAS occupaient le terrain, en criant des propos homophobes. À Nantes, il s'agissait d'avantage d'une course poursuite, à caractère politique. J'ai été prise pour cible pour deux raisons. D'une part, parce que je travaille sur ces groupes depuis dix-sept ans, qu'ils me connaissent parfaitement et que je suis devenue leur bête noire. Ce que je considère comme un compliment. Il est d'ailleurs des hommes dont il est glorieux d'être haï, comme le disait Diderot. Or, il se trouve que mes

dernières enquêtes ont beaucoup dérangé le Bloc identitaire, les Jeunesses nationalistes et les groupes situés à droite du FN, ainsi que des militants frontistes qui ne sont pas pour rien dans certaines opérations d'intimidation, comme à Nantes.

À leurs yeux, j'apparais également sous les traits d'une intellectuelle féministe, qui plus est, lesbienne. Ce qui semble avoir joué dans les insultes qui ont été proférées à mon encontre, lorsque j'ai été passée à tabac. Et ce, alors même que je réalisais un reportage sur les Femens, pour le compte de France 2, et que je mettais une touche finale à un film consacré aux Jeunesses nationalistes. Ces agresseurs étaient directement issus de ce groupuscule, ainsi que du FN 93. L'un d'eux a d'ailleurs continué à me menacer au commissariat.

*Ceux qui voient dans les manifestations d'avril des débordements sporadiques et homophobes se trompent. Nous sommes devant une dérive idéologique beaucoup plus sérieuse qu'il n'y paraît. Et, la porosité idéologique révélée par ce débat entre ces extrêmes-droites, en pleine recrudescence et une partie de la droite qui a perdu l'essentiel des valeurs de la République, est vraiment préoccupante.*

### **Qui sont au juste les Jeunesses nationalistes ?**

Elles se limitent à quelques centaines de militants qui se reconnaissent dans le néofascisme, en lien avec la droite française. Cette organisation est une émanation de l'Œuvre française créée par Pierre Sidos, dans la plus pure tradition du rejet des idées de Mai 1968. Elle se réfère au Maréchal

Pétain et à Edouard Drumond, théoricien de l'antisémitisme et auteur de *La France juive*. Elle est présidée, aujourd'hui, par Yvan Benedetti, exclu du FN pour ses propos antisémites, et dont l'élection s'est faite un 6 février, en hommage aux événements survenus en 1934. Alexandre Gabriac, son jeune acolyte, a lui aussi été mis à la porte du FN, après la publication d'une photo le montrant se livrer au salut nazi devant un drapeau portant l'emblème du Svastika. Depuis, il a pris la tête des Jeunesses nationalistes.

N'étant plus encarté au Front national, les deux compères ont radicalisé leurs discours. Ils faisaient parti du « comité d'accueil » qui m'attendait à la gare Montparnasse. Ils étaient accompagnés, pour l'occasion, d'identitaires, issus de la même souche idéologique, le nationalisme révolutionnaire. Ils se sont fait connaître pour leurs actions spectaculaires contre les Quick Hallal ou les prières de rue. Ils sont certes plus intelligents et moins caricaturaux que les Jeunesses nationalistes, mais n'en sont pas moins porteurs d'une vision raciste et blanche de la société française. Avec, à leur tête, Fabrice Robert, skinhead dans ses jeunes années, ou Philippe Vardon, chef de file de Nissa Rebel, mouvement identitaire niçois, et très présent dans les manifestations d'avril.

*Une partie de la droite s'est faite piéger. Ce qui doit inciter certains à évoquer un droit d'inventaire pour s'extraire de la pente dangereuse sur laquelle ils se sont engagés lors de la campagne présidentielle. Si ce n'est pas le cas et que la ligne forte incarnée par Patrick Buisson, Guillaume Peltier, Geoffroy Didier et d'autres éléments radicaux continue à occuper le terrain, au sein de l'UMP, la dérive*

*peut aller très loin. Au seul profit de Marine Le Pen, qui gagnera sur tous les tableaux.*

À Nantes, j'ai été interpellée par des militants de la Manif pour tous et du FN, à commencer par le responsable des réseaux sociaux de Marine Le Pen, Gauthier Boucher, qui a délivré de nombreuses consignes sur twitter et filmé la vidéo du « comité d'accueil ». Fiammetta Venner et moi-même avions d'ailleurs fait mention de son déplacement en Iran, dans l'ouvrage Marine Le Pen (Grasset et Fasquelle, 2011). Il était accompagné, pour l'occasion, de son père, l'un des chefs du nationalisme révolutionnaire pro-russe et pro-iranien, qui incarne l'un des mouvements extrémistes les plus virulents et les plus radicaux au monde. Ce qui ne l'empêche nullement d'être Secrétaire départemental adjoint du FN.

**Au-delà de ces événements, n'assiste-t-on pas à une remise en cause de notre modèle républicain par une frange radicale de la droite ?**

C'est bien le fond du problème. Ceux qui voient dans les manifestations d'avril des débordements sporadiques et homophobes se trompent. Nous sommes devant une dérive idéologique beaucoup plus sérieuse qu'il n'y paraît. Et, la porosité idéologique révélée par ce débat entre ces extrêmes-droites, en pleine recrudescence et une partie de la droite qui a perdu l'essentiel des valeurs de la République, est vraiment préoccupante.

Une partie de la droite s'est faite piéger. Ce qui doit inciter certains à évoquer un droit d'inventaire pour s'extraire de la pente dangereuse sur laquelle ils se sont engagés lors de la campagne présidentielle. Si ce n'est pas le cas et que la ligne forte incarnée par Patrick Buisson, Guillaume Peltier, Geoffroy Didier et d'autres éléments radicaux continue à occuper le terrain, au sein de l'UMP, la dérive peut aller très loin. Au seul profit de Marine Le Pen, qui gagnera sur tous les tableaux. Les affaires de corruption lui ont d'ailleurs valu d'apparaître comme une oie blanche, alors que l'homme qui a ouvert les comptes de Jérôme Cahuzac, en Suisse, Philippe Péninque, est l'un de ses proches conseillers. Les prochaines municipales seront terribles.



**Y a-t-il, dans ce mouvement de radicalisation, une volonté, en particulier de sa branche catholique, de prendre une revanche sur le principe fondamental de séparation des Églises et de l'État ?**

Oui. Fondamentalement, on découvre que la laïcité n'est pas menacée par le seul intégrisme musulman, mais par tous les intégrismes. Pour l'heure, la droite paraît très affûtée pour combattre l'intégrisme musulman. Elle est, en revanche, totalement aveugle lorsqu'elle doit faire face à un mouvement profond de rejet de la sécularisation, porté par des catholiques intégristes. Ce qui est dramatique, dès lors que l'on tient à cette valeur cardinale qu'est la laïcité. Or, les catholiques intégristes sont beaucoup plus nombreux que les musulmans, dans notre pays. Ils sont peut-être moins virulents dans leurs modes d'actions, mais n'en sont pas moins capables de réelles violences, dans un contexte global marqué par les particularismes religieux, les tensions identitaires et la crise économique.

Ceci est préoccupant et la droite doit cesser une bonne fois pour toute de jouer avec le feu ! À charge, pour nous, de faire de la laïcité une valeur consensuelle et une protection du « vivre ensemble », en étant ferme vis-à-vis de ceux qui lui portent atteinte et en défendant les principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

**L'appel de Frigide Barjot à présenter des candidats « Manif pour tous » aux municipales n'augure-t-il pas d'une répartition des rôles entre FN et UMP ?**

Ces manifestations ressemblent beaucoup aux grandes coalitions chrétiennes qui font du lobbying sur la droite dure et la radicalisent, aux Etats-Unis. Une alliance se dessine peu à peu entre une coalition chrétienne et une partie de l'UMP, qui s'identifie au parti Républicain. C'est le modèle que Christine Boutin a en tête, avec un réel savoir-faire et des moyens déployés par les réseaux catholiques, qui ne sont pas totalement négligeables. À l'heure où la droite a perdu son corset républicain, ce lobbying peut combler un vide.

Si Frigide Barjot et ses alliés s'étaient conduits comme un véritable organe de lobbying, en décernant les bons et mauvais points aux maires, ils auraient été perçus différemment qu'un concurrent direct de la droite. Ils ont commis une erreur tactique colossale, d'autant que, sur un total de 36 700 maires, 17 000 avaient signé la pétition anti-PACS, en 1998. Des élus de toutes petites communes, sans étiquette et profondément conservateurs. De tout

cela, découle une logique. Soit, nous nous dirigeons vers une société « à l'américaine » où les lobbying-mouvements gays, catholiques intégristes -, devront faire pression pour que les mariages se passent correctement, soit on applique la règle de manière implacable qui s'applique à tous les élus, sans y déroger. Au risque d'aboutir à des bras de fer très douloureux pour le tissu républicain.

*Il existe bien, dans notre paysage politique, une droite républicaine qui souffre, aujourd'hui. Et force est de constater qu'elle est contrainte de se taire, tant qu'une personnalité digne de ce nom n'émerge pas. Le jour où elle sera à nouveau en capacité de s'exprimer, des gens fiers d'eux-mêmes réapparaîtront.*

**Croyez-vous dans la capacité de l'UMP à se « reconstruire », au-delà de toute tentation d'alliance avec le Front national ? Ce mouvement possède-t-il les personnes ressources pour éviter de tomber dans ce piège et retrouver ainsi une vraie légitimité républicaine ?**

Tout dépendra de l'élection pour désigner le candidat à la tête de l'UMP. Il existe bien, effectivement, dans notre paysage politique, une droite républicaine qui souffre, aujourd'hui. C'était d'ailleurs déjà le cas sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy et force est de constater qu'elle est contrainte de se taire, tant qu'une personnalité digne de ce nom n'émerge pas. Le jour où elle sera à nouveau en capacité de s'exprimer, des gens fiers d'eux-mêmes réapparaîtront. Dès lors que cette frange de la droite se fera entendre et qu'elle gagnera les élections internes, les groupuscules situés à droite du FN et la coalition chrétienne, qui a trouvé des égéries dans le cadre de la Manif pour tous, mais qui aura du mal à se reformer sur d'autres thèmes de société, redeviendront ce qu'ils étaient avant cette séquence politique : des groupes marginaux.

# Entre primaires et chicaneries

Et maintenant ? Après la croisade anti-mariage pour tous et quelques jours seulement avant l'immense happening anti-Hollande du 26 mai, l'UMP affiche ses divisions. Et montre, s'il en était besoin, son incapacité à fixer un cap clair. Entre un Jean-François Copé, autoproclamé président, qui incarne une ligne dure et autoritaire, sur fond de « droitisation » et de ralliement aux thèses frontistes, et un François Fillon, qui ne cesse d'alerter les siens sur l'absence de ligne politique, les militants peinent à s'y retrouver. Tant et si bien que d'ambitieux quadras, tels Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez, Bruno Le Maire ou Nathalie Kosciusko-Morizet se mettent en avant.

*Derrière la question des statuts, les choix de la direction du principal parti d'opposition impacteront son fonctionnement et son avenir. L'UMP est-il génétiquement, comme le prétend Benoist Apparu, un parti gaulliste, bonapartiste, dont la vocation première est de conduire un « chef » à l'Élysée, ou le produit d'une droite « décomplexée », dont Copé et les tenants de la Droite forte, animée par Guillaume Peltier et Geoffroy Didier, revendiquent, aujourd'hui, le leadership ?*

**Difficile équation.** Primaire ou culture du chef ? Derrière la question des statuts, les choix de la direction du principal parti d'opposition impacteront son fonctionnement et son avenir. L'UMP est-il génétiquement, comme le prétend Benoist Apparu, un parti gaulliste, bonapartiste, dont la vocation première est de conduire un « chef » à l'Élysée, ou le produit d'une droite « décomplexée », dont Copé et les tenants de la Droite forte, animée par Guillaume Peltier et Geoffroy Didier, revendiquent, aujourd'hui, le leadership ? À en croire les résultats des élections internes de l'automne dernier, c'est bien cette ligne dure et réactionnaire que les militants souhaitent majoritairement voir exprimer, en prévision des prochaines échéances électorales.

Reste un obstacle, et non des moindres. À l'UMP, la figure du chef est le résultat d'une évidence, comme ce fut le cas pour Jacques Chirac, et, plus récemment, Nicolas Sarkozy. Tant et si bien que les élections internes ne font traditionnellement que ratifier ce principe. C'est bien là la difficulté. Qui, de Copé, de Fillon ou d'un troisième larron sorti du chapeau, peut se prévaloir d'une autorité suffisante pour imposer son magistère à la tête du parti ? Cette question ne manquera pas de tarauder les esprits, jusqu'en 2016 et l'organisation de primaires pour désigner le futur candidat à la présidentielle.

Faute d'autorité naturelle, le fantôme de Sarkozy hantera les esprits et la question d'un hypothétique retour fera les choux gras de la presse. « *L'enjeu bien compris de notre scrutin interne était bel et bien l'élection présidentielle de 2017 et non la direction de notre formation politique*, analyse le député UMP Benoît Apparu. *De ce point de vue, l'acceptation du principe de la primaire pour désigner un candidat à la présidentielle est en totale contradiction avec ce qu'est, dans notre histoire et dans notre culture, l'élection du président de notre formation politique prédéterminant celle ou celui qui sera notre candidat. Il est contradictoire et source de difficultés sans fin de prévoir des modalités particulières pour sélectionner notre candidat à l'élection présidentielle alors même que*

par essence le président de l'UMP est notre candidat naturel » (1).

**Clivage idéologique.** Derrière ce choix statutaire, l'UMP va donc devoir trancher une contradiction, au risque d'entretenir les rivalités, sur fond de compétition permanente entre copéistes et fillonistes. Ce, d'autant plus que le projet initial de ce parti de faire vivre et prospérer une « droite de gouvernement » a du plomb dans l'aile. Au-delà du jeu de dupes auquel se livrent ses dirigeants, transparaît clairement un clivage entre la « ligne Buisson », à la fois nationaliste et sécuritaire, et une droite plus libérale et européenne. « *La cassure du parti, et le départ de son aile modérée pour d'autres rivages, comme ceux de l'UDI, largement construite dans cette perspective, signifierait un retour à un jeu à trois avec le FN comme la droite l'a connu dans les années 1980-1990, observe le politologue, Laurent Bouvet (2). Seules des primaires pour la désignation d'un candidat à l'UMP et à l'UDI permettraient alors de conjurer le risque de voir le FN accéder au second tour de la présidentielle.* »

Au fond, la question est de savoir quelle stratégie électorale accompagnera, dans les prochains mois, la ligne idéologique qui s'est dessinée, à l'occasion du congrès du 18 novembre dernier. Faut-il, ou non, suivre la voie empruntée par Sarkozy et Buisson, en radicalisant un discours menant, qu'on le veuille ou non, à des accords politiques avec le FN au printemps prochain, ou compter sur un rapprochement avec l'UDI pour suivre un autre chemin ? Nul doute que les élections municipales et européennes de 2014 apporteront leur lot de réponse. Chacun saura alors à qui profite le « crime » et si cette stratégie de droitisation que tente, à sa manière, de perpétuer Copé - et, dans une moindre mesure, Fillon -, favorise l'UMP ou le FN, dont l'électorat privilégiera, à n'en pas douter, l'original à la copie.

**Guerre de succession.** Cette interrogation rend plus cruciale encore la question de la succession. Épuisé par la guerre idéologique que se livrent les héritiers du sarkozysme, les ambitions personnelles et l'absence d'une stratégie d'alliance ferme, l'UMP va devoir trancher.

L'organisation d'une nouvelle élection pour la présidence, en septembre, est, de ce point de vue, clairement remise en cause. Ce, d'autant plus que

les partisans de l'annulation du vote, sont désormais majoritaires, au motif que le parti n'aurait rien à gagner à un duel fratricide. Xavier Bertrand propose ainsi de trancher la question de l'organisation ou non d'une nouvelle élection, par le biais d'un vote sur la toile. Seuls les fillonistes font de la résistance, en dépit de la volonté de leur chef de file de se ménager, en prévision de la présidentielle de 2017. Laurent Wauquiez, qui se dit prêt à le suppléer en cas de renoncement, en appelle à l'organisation d'une élection « transparente » pour faire contrepoids au scrutin de novembre, entaché d'irrégularités. Prudent, Copé fait mine de rester en retrait. Fin mai, lorsque les adhérents voteront par Internet les statuts du parti, il prévoit de glisser une question sur l'élection de septembre (3). Tant et si bien que l'annulation ne sera pas de son fait, mais des militants...

*Une primaire « ouverte » sera bien organisée, en 2016, pour désigner le représentant de l'UMP à la présidentielle. Au terme d'un accord entre Copé et Fillon, le candidat de l'opposition à l'élection suprême sera élu par l'ensemble des sympathisants de droite, et non par les seuls militants. Un pavé dans la marre de Copé qui voit ainsi ses chances diminuer.*

La confusion est donc à son comble. Le 22 avril, se tenait une réunion censée définir les conditions de mise en œuvre de la primaire pour la présidentielle. La « commission de révision des statuts » - la CRS, ça ne s'invente pas ! -, née de l'accord signé en décembre entre Copé et Fillon, n'est pas parvenue à s'entendre. Pis, elle a buté sur la composition du bureau politique et de la haute autorité chargée de veiller au bon déroulement des primaires ! En clair, Copé s'emploie à verrouiller l'appareil !

**Petite révolution.** Changement de cap, le 24 ! En conclusion d'un long échange, la commission actait enfin la décision, sous la pression d'Édouard Balladur, d'Alain Juppé et... de François Fillon. Une primaire « ouverte » sera bien organisée, en 2016, pour désigner le représentant de l'UMP à la présidentielle. Au terme d'un accord entre Copé et Fillon, le candidat de l'opposition à l'élection suprême sera élu par l'ensemble des sympathisants de droite, et non par les seuls militants. Un pavé dans la marre de Copé qui voit ainsi ses chances diminuer. Et, pour cause ! Populaire au sein de l'appareil, il l'est beaucoup moins à l'échelle nationale. Et, il le sait. Quand à Sarkozy, qui se rêvait jusqu'alors en recourt, il se voit potentiellement contraint de s'abîmer dans un duel fratricide contre son ex-Premier ministre, même s'il lui suffit, pour l'heure, de quelques mots pour saturer l'espace médiatique. Le mythe du sauveur a du plomb dans l'aile...

*Au nom d'une logique prétendument « constructive » et de l'« intérêt supérieur » du pays, Copé et Fillon font donc mine de s'entendre. L'exemple laissé par les socialistes, en 2011, les pousse, il est vrai, à se lancer. L'UMP se rêve ainsi en parti démocrate, au risque de butter tôt ou tard sur la culture du chef, propre à son mode de fonctionnement interne.*

Les membres de la commission ont prévu de remettre le couvert à la mi-mai, afin de soumettre à référendum le maintien d'une nouvelle élection à la tête du parti, en septembre. Et d'enterrer ainsi une procédure dont plus personne ne veut. Histoire, surtout, ne pas jeter de l'huile sur le feu, à l'heure où se dessineront les listes pour les municipales.

Au nom d'une logique prétendument « construc-

tive » et de l'« intérêt supérieur » du pays, Copé et Fillon font donc mine de s'entendre. L'exemple laissé par les socialistes, en 2011, les pousse, il est vrai, à se lancer. L'UMP se rêve ainsi en parti démocrate, au risque de butter tôt ou tard sur la culture du chef, propre à son mode de fonctionnement interne. D'autant que cet exercice périlleux autorise toutes les ambitions, privant ainsi la droite d'un leadership pendant trois ans, avant de se rassembler derrière le mieux placé. Le vieux mythe gaulliste qui veut qu'un leader ne se décrète pas dans les urnes, à l'UMP, a du plomb dans l'aile. Il faudra bien s'y faire. Y compris parmi les sarkozystes qui n'ont pas ménagé leur peine, au cours des dernières semaines, pour inscrire dans les statuts l'annulation de la primaire, dès lors que l'ex-Président décide de se présenter. La campagne change donc de nature. C'est désormais sur le terrain de l'opinion que le débat va se nouer pour rassembler ce qui est épars, autour du « peuple de droite ». Avec quelle direction ? Ceci est une autre histoire.

#### Notes :

- (1) Benoît Apparü, *Primaire ou culture du chef, l'UMP doit choisir*, Libération, 9 avril 2013.
- (2) Laurent Bouvet, *UMP : une élection et après ?*, Le Figaro, 21 novembre 2012.
- (3) Alexandre Lemarié, *UMP : l'organisation du futur scrutin interne fait l'objet de vifs débats*, 2 avril 2013.

# Wauquiez, héraut de l'UMP !

Des mois que Laurent Wauquiez s'applique à fustiger l'assistanat et à dénoncer le « *matraquage fiscal* » qui font suite à la victoire de François Hollande à la présidentielle de 2012. Se gardant bien de tirer les leçons de la défaite et d'assumer le bilan désastreux de la droite au pouvoir - 1 million de chômeurs supplémentaires, un pays en récession avec -0,2% de croissance au premier semestre 2012, 400 milliards de dettes supplémentaires, dont les trois-quarts sont imputables à la gestion du gouvernement Fillon, désindustrialisation de la France, hausse de la pauvreté, pénurie de logements...-, l'ancien ministre se plaît à donner des leçons à l'actuelle majorité gouvernementale qui a hérité d'une France meurtrie par cinq années de sarkozysme. Atisant les peurs, jouant sur la haine et la défiance, Wauquiez et ceux qui se réclament d'une droite résolument « décomplexée » ont pourtant mis à mal notre modèle républicain.

**Dévolement.** Mais, aujourd'hui, les dignitaires de l'UMP, plus prompts à s'invectiver les uns les autres, à porter le fer contre le programme de moralisation de la vie publique ou à mêler leurs voix à celles des anti-mariage pour tous, excités par des extrémistes de tout poil gagneraient sans doute à se livrer à un bilan critique de leur politique, avant de porter haut l'étendard d'une France aux accents conservateurs que les électeurs ont rejeté massivement lors des élections de 2012.

Qu'importe, au fond. À 38 ans, Laurent Wauquiez entend s'approprier le volet social de la droite. Un principe teinté de libéralisme et résolument partisan - lutte contre l'assistanat, défiscalisation des heures supplémentaires, fin des 35 heures... -, qui fait peu de cas de l'intérêt des français et du pays. Sous couvert de défendre les classes moyennes, l'ancien ministre s'acharne sur les plus défavorisés. Ceux-là même qui ont subi, dix années durant, les effets de la politique menée par ceux là-même qui la dénoncent. Ce « bébé » du sarkozysme reste cependant fidèle à son maître et n'y trouve rien à y redire, avec son florilège d'expressions de communicant.

**Apprenti-sorcier.** Le député-maire du Puy-en-Velay, joue aussi les apprentis-sorciers sur la

question du mariage pour tous, en marquant son opposition au vote solennel de la représentation nationale. Après avoir réclamé de haute voix un référendum, dont l'organisation est contraire à l'esprit de la Constitution, et affirmé qu'il défendait l'alternative « *d'union civile* », il s'est bien gardé de condamner les violences perpétrées par des mouvements radicaux, lors des manifestations pilotées par Frigide Barjot et ses troupes. Pis, il s'est dévoyé dans un exercice de manipulation, en prétendant que la police se serait livrée à des débordements, en s'en prenant ouvertement à des enfants !

Sa croisade anti-assistanat relève également du fantasme. Ce faisant, il s'en prend à des mesures prises par le gouvernement dont il fut pourtant membre à part entière. Yves Jégo, ancien membre de l'UMP, n'a d'ailleurs pas manqué de saisir la balle au bond en prenant ses distances avec l'élu du Puy-en-Velay, jugeant toute tentative de rapprochement de son parti avec le FN dangereuse : « *Ce n'est pas Marine Le Pen qui disait ça, ou Jean-Marie Le Pen ? C'est consternant de s'attaquer au RSA, une mesure que nous avons votée et qui permet à des millions de Français de survivre dans un temps de crise. (...) M. Wauquiez caricature cette disposition pour des raisons populistes.* ». Et d'insister : « *Il y a une forme de gangrène, de lepénisation des esprits, qui est en train de gagner une partie de l'UMP qui est tout à fait intolérable* » (*Le Parisien*, 12 mai 2011).

Son dernier fait d'arme a trait à la transparence prônée par le Président de la République. Il s'emploie ainsi à dévoiler son patrimoine, non pas tant pour soutenir cette « *opération main propre* », que pour gêner ceux qui lui font face au sein de son propre camp : Copé, NKM, et Le Maire, ses concurrents quadras de l'UMP. Mais, ne nous y trompons pas. Cette bataille entre « *modernes* » et « *anciens* », n'est qu'une gesticulation pour permettre à l'intéressé de se préparer à la succession à la direction de l'UMP, et assouvir ainsi une ambition dévorante.